

La pollution coûte 4 points de PIB

- 80% des usines installées près du littoral sans traitement des rejets

- Menaces sur les ressources halieutiques

- Les entreprises se mobilisent autour de la RSE

LA pollution coûte chaque année au Maroc 4 points de PIB! Ce sont là les chiffres annoncés par Hakima El Haïte, ministre déléguée chargée de l'Environnement. El Haïte intervenait lors des rencontres internationales de la responsabilité sociale des organisations. L'événement est organisé par l'association RSO Maroc.

Le bilan est pour le moins lourd en matière d'environnement pour le Maroc. «Les ressources halieutiques sont de plus en plus menacées par la pollution.

80% des industries marocaines implantées sur le littoral sont sans système de traitement des déchets généralisé», regrette la ministre. Les stations d'épuration se révèlent peu efficaces dans plusieurs régions à cause des importants rejets des entreprises. Aujourd'hui, le gouvernement veut changer son approche vis-à-vis de la RSE. La stratégie de l'environnement est en cours de finalisation avec une nouvelle vision. «L'un des piliers de notre nouvelle stratégie est l'exemplarité de l'Etat. Nous

sommes en phase de contractualisation avec l'ensemble des ministères pour intégrer les aspects environnementaux dans chacune de leur action», annonce la ministre. Après l'adoption de la stratégie nationale de développement durable, les politiques publiques globales, sectorielles et régionales devront être mises en cohérence avec les objectifs environnementaux. Le changement de stratégie vient également de l'ambition de faire de la RSE un facteur de compétitivité mais également une barrière à l'entrée pour protéger le tissu industriel. Le processus est déjà enclenché. La loi-cadre portant charte de l'environnement et du développement durable dans son article 21 rend la prise en compte de l'environnement une obligation pour les investisseurs. Toutefois, cette loi attend

RSO au Maroc

L'Association pour le développement de la responsabilité sociétale des organisations (RSO) Maroc a été créée en 2013. Elle regroupe plusieurs chefs d'entreprises conscients de l'importance de leur rôle en tant qu'acteurs sociaux. L'association a choisi d'étendre son action aux organisations et non seulement aux entreprises. L'entreprise ne peut développer sa RSE que si son environnement socio-économique est engagé dans la même voie. □

toujours les décrets d'application pour avoir plus d'impact sur le terrain.

«Les défis liés à la durabilité et la responsabilité et ceux de la croissance économique ne sont pas antinomiques. Leur mise en œuvre harmonieuse représente un enjeu réel pour le développement durable des sociétés», explique Mohamed Aziz Derj, président de l'association RSO Maroc. Au niveau mondial, la RSE ne représente pas uniquement un enjeu environnemental ou d'image pour les entreprises. La rareté des ressources oblige l'ensemble du tissu économique mondial à avoir une réflexion et des actions tournées environnement. Le Maroc ne fait pas exception puisque 20 à 30% de son PIB dépend de ses ressources naturelles. Dans ce sens, le Maroc a encore du chemin à faire, de l'avis de Derj. «Il est important de mettre à jour le cadre institutionnel et la gouvernance en plus de l'adaptation de la fiscalité et du cadre réglementaire aux enjeux de la RSE». □

IL.B.